BRÉSIL - Un frère dominicain français peut-il en finir avec l'esclavage du 21e siècle ?

William Langewiesche

jeudi 21 janvier 2016, mis en ligne par Dial

Nous sommes en 2015, et plus de 20 millions de personnes dans le monde entier sont encore maintenues dans une forme ou une autre d'esclavage. Voyageant dans les profondeurs de l'Amazonie, William Langewiesche découvre pourquoi il est si difficile de combattre une situation de dégradation indescriptible et rencontre un homme de Dieu qui a consacré sa vie à ce combat. [1]

I. Captivité

Xavier Plassat est un frère de l'Ordre des Dominicains, un Français qui travaille depuis plusieurs dizaines d'années dans l'Amazonie brésilienne. Il est connu pour son combat contre l'esclavage, tel qu'il existe à notre époque. L'esclavage moderne diffère du modèle classique (celui dans lequel les gens sont tenus en propriété privée), mais, parce qu'il traite les gens comme des outils corvéables et jetables, il est presque aussi brutal et dégradant que l'antique. Actuellement, il y a peut-être 20 millions de personnes touchées, et probablement plus. Parmi elles, relativement peu sont des femmes, exploitées dans la prostitution. Un plus grand nombre sont des hommes et des femmes, employés dans les forêts, les champs et les usines, ou en mer. On peut discuter les aspects techniques de la définition. Ceux qui tirent profit du travail des esclaves veulent une définition de « l'esclavage » *a minima*. Le Brésil assume officiellement une définition large et, pour cette raison, a réalisé plus de progrès contre l'esclavage que les pays similaires. Et pourtant, rien que dans l'Amazonie et à tout moment, vous avez des dizaines de milliers de travailleurs réduits en esclavage.

Xavier est celui qui produit les chiffres, oriente les médias, met en garde les populations vulnérables, met la pression sur les instances du gouvernement et, avec l'aide d'un réseau de vigilance sophistiqué, fournit au groupe d'intervention fédéral spécialisé les informations sur les endroits où il y a de l'esclavage. Au cours des 20 dernières années, 50 000 esclaves ont été ainsi tirés d'affaire. Xavier n'arrête pas. À 65 ans, actif, il a le port athlétique. Le cheveu grisonnant, un visage étonnamment gaulois, et des yeux bleus perçants. Son style et son mode de vie sont modestes. Ayant fait vœu de chasteté et de pauvreté, il vit dans une humble maison, avec deux frères dominicains, dans un village proche du fleuve Araguaia, une région où la forêt amazonienne a déjà été mise à bas. Les deux autres frères sont prêtres. Lui, non. Il travaille dans une organisation catholique appelée « Commission pastorale de la terre », connue par l'acronyme portugais « CPT », pour laquelle il coordonne une campagne nationale contre le « travail esclave » [2]. Dans ses moments libres, il s'occupe également de conflits de terre, vus du côté des plus pauvres. C'est un travail dangereux, dans un endroit où la loi ne vaut pas cher. Au moins 12 de ses collègues et plus d'un millier de paysans engagés dans ces luttes, ont été assassinés, en général sans aucune suite pénale. La vie de Xavier a déjà été menacée. Il reste philosophe et ne se soucie guère de ce type de menace à son encontre.

Mais ce n'est pas un saint. Il peut éclater d'impatience, régulièrement, et aussi lancer des gros mots. Il boit et fume, quoique modérément. J'ai récemment découvert qu'il aime bien rouler vite. C'était le matin de notre première journée ensemble dans l'État du Tocantins. Il y avait des nuages de tempête en formation dans le ciel. Xavier était assis au volant d'une Fiat Uno, à fond l'accélérateur sur des pistes de terre qui exigeraient plus de prudence, mais il était en retard pour la réunion où il allait, dans un village distant. Et apparemment heureux d'avoir cette excuse. Ce n'était pas l'homme que j'avais imaginé. Je lui ai demandé si les frères sont comme des moines. Il m'a dit : « Les moines sont plus contemplatifs. Moins

orientés vers l'action ». Je lui ai demandé s'il croit en Dieu et en Jésus-Christ. Il m'a dit que oui, mais qu'il pouvait se tromper. Ce qui l'intéresse ce n'est pas la promesse d'un ciel distant, mais comment le christianisme peut servir à aider les pauvres dans leur lutte pour une vie meilleure. Un journaliste de São Paulo, qui connaît Xavier depuis des années, m'a dit plus tard : « Xavier, un agnostique ? Je pense qu'il croit à l'eau et aux arbres. Plus fort que certains prêtres de la libération, qui mettent Dieu au centre de toutes choses. Au centre, Xavier met les personnes. À propos de la vie, ces prêtres de la libération sont parfois ingénus. Xavier, non. Il connaît la joie aussi bien que la tristesse. Il n'est pas du tout candidat au martyre : il ne tient pas à mourir. Et les grands exploitants le craignent d'autant plus qu'il sait se servir de son cerveau ».

Le problème qu'il affronte, c'est que l'esclavage au Brésil s'inscrit comme naturellement dans l'immensité des campagnes, dans la brutalité de leur ordre social féodal et leurs masses paysannes privées de tout droit. L'esclavage est partie intégrante du processus de déforestation – la conversion incessante de la forêt en plantations ou en fermes d'élevage. Du sud au nord et de l'est à l'ouest, cette conversion a été effectuée au prix d'une confusion d'occupations de terres – légales et illégales, au long d'une frontière agricole qui avance et repousse les populations indigènes et les petits colons avec leur agriculture de subsistance. On peut en tracer la carte, même sans image de satellite, rien qu'en marquant les lieux de forte concentration de main-d'œuvre esclave.

Les grands propriétaires protestent : ils sont ici au service de la patrie, à transformer la forêt en terre productive et à offrir des emplois à des travailleurs accoutumés à une vie rude, et qui leur sont reconnaissants. Ces arguments ont un large écho. Et il est vrai qu'au Brésil, la ligne est ténue qui distingue entre conditions de travail *normales* et conditions caractéristiques du travail esclave. Il s'agit d'un cas d'école pour montrer comment quelque chose d'inacceptable peut finalement se transformer en quelque chose de normal. Les gens du *Nordeste* du Brésil, d'où viennent nombre d'esclaves, depuis longtemps se servent du mot « captif » pour donner une idée de leur destinée. Mais l'esclavage moderne est une réalité plus dure encore.

II. L'industrie de l'esclavage

L'esclavage, la propriété exercée sur autrui, est illégal partout, sauf apparemment dans les territoires contrôlés par l'État Islamique, où l'on rapporte l'existence de marchés publics d'esclaves. Le dernier pays à l'interdire fut la Mauritanie, en 1981. Cependant, en Mauritanie, l'esclavage reste une pratique courante. Comme il l'est encore dans une partie du Sahara et du Sahel, au Mali, au Niger, en Algérie, au Tchad et au Soudan. En tout il y a peut-être un million d'esclaves de ce type dans le monde d'aujourd'hui.

Sur les 21 millions de personnes qui, selon les estimations de l'Organisation Internationale du Travail, sont soumises à du travail forcé, il reste encore à expliquer 20 millions d'esclaves modernes. Les estimations de l'OIT sont prudentes. D'autres estimations vont jusqu'au niveau de 38 millions.

Les esclaves modernes sont des travailleurs forcés. Ils sont maintenus en captivité, d'une manière ou d'une autre, et forcés à travailler pour d'autres. Ils peuvent avoir été victimes de traite, ou non. Leur situation peut être temporaire, mais elle peut aussi durer la vie entière. Ils habitent un monde parallèle, parfois à la vue de tous. Un esclave peut avoir l'apparence d'un squelette attaché à un arbre d'Amazonie ou comme une nounou dans une aire de jeux à Paris – la gamme existante est sans limite. Selon l'OIT, 10 pour cent des victimes sont sous le contrôle d'un État et de forces militaires, 22 pour cent sont des travailleurs du sexe, et les 68 pour cent restants sont occupés à d'autres activités, essentiellement économiques – comme l'agriculture, l'industrie, l'exploitation de mines, la construction civile, ou dans le travail domestique. Ces 68 pour cent sont exactement notre sujet. Près de la moitié de ces esclaves sont des femmes et un grand nombre sont des enfants. Le Ministère du Travail des États-Unis a élaboré une liste de quelques-uns des produits liés au travail de ces captifs : diamants d'Angola ; vêtements d'Argentine ; poissons séchés du Bangladesh ; coton du Bénin ; bétail, maïs, arachide, châtaigne, canne à sucre de Bolivie ; bambou, haricot, briques, jade, paille de palmier, noix, riz, caoutchouc, rubis, sésame, crevette, canne à sucre, tournesol, et teck de Birmanie ; fleurs artificielles, briques, décorations de Noël, charbon, coton, électronique, feux d'artifice, chaussures, vêtements, ongles et jouets en provenance de

Chine. La liste continue, énumérant 37 pays en tout, sans parler de pays comme ceux de la Péninsule Arabique, où les esclaves ne produisent pas des *marchandises*, mais sont principalement utilisés dans la construction civile et pour les tâches ménagères. La prévalence de l'esclavage est plus faible dans les régions qui ont une économie développée et un empire plus strict de la loi, mais, si nous incluons les cas isolés, l'esclavage existe dans *tous* les pays, y compris aux États-Unis. Au printemps dernier, à Los Angeles, un couple aisé a été inculpé pour avoir trafiqué trois femmes indonésiennes qui ont affirmé avoir été induites à venir en Amérique et détenues comme esclaves domestiques (le couple a plaidé non coupable). En Amérique du Sud, des procureurs ont obtenu la condamnation d'employeurs d'ouvriers agricoles qui maintenaient physiquement en détention des centaines d'entre eux, sous la menace de coups et de mort. La majeure partie du problème, cependant, se situe dans les endroits où l'on a des populations sans aucune perspective, beaucoup d'activités informelles, une corruption qui anéantit la loi, et où l'exploitation d'une sous-classe est acceptée comme normale.

En Thaïlande, il existe un esclavage systématique à bord des bateaux de pêche et dans les usines de transformation des fruits de mer. Il a été largement documenté à partir de diverses enquêtes, y compris un travail exceptionnel réalisé par *The Guardian*. Les esclaves viennent initialement et principalement du Laos, de Birmanie et du Cambodge. Ils sont passés en contrebande dans le pays et vendus directement aux patrons des bateaux qui les maintiennent captifs ; certains de ces navires sont en mer depuis des années, retirant ainsi toute possibilité pour quiconque d'échapper. Les conditions à bord sont épouvantables. Elles incluent passages à tabac et exécutions sommaires. Dans une enquête intitulée *La traite humaine dans le monde*, deux chercheuses, Stephanie Hepburn et Rita J. Simon, notent que 37 % de toutes les crevettes importées aux États-Unis proviennent de Thaïlande. Elles citent un ancien fonctionnaire du Département d'État qui déclare : « Il est essentiel que les gens sachent, avec une certitude absolue, que le flot de crevettes qui arrive sur le marché américain est contaminé de crevettes qui ont été traitées par les mains d'esclaves ».

La Russie est un autre point chaud. Le nombre d'esclaves y est incertain, mais, laissant de côté le commerce du sexe, il peut atteindre 500 mille, et mettre la Russie au niveau de l'une des plus grandes populations d'esclaves dans le monde. Ce phénomène ne résulte pas de l'habitude ancienne dans ce pays de l'esclavage d'État, mais de la cupidité, du cynisme et de la criminalité, caractéristiques de la société russe dans les 25 dernières années. Les victimes sont pour la plupart des étrangers, recrutés par des intermédiaires. À l'arrivée en Russie, leurs documents sont confisqués. On les met à travailler dans la construction, l'industrie textile, dans la réparation de navires, dans les carrières ou dans l'agriculture. L'utilisation du travail esclave dans la préparation des Jeux Olympiques d'hiver, en 2014, à Sotchi, a été largement divulguée.

Esclavage *systémique* ? Voilà un gros problème pour Haïti. C'est aussi le cas pour le Pérou, le Ghana, la République Démocratique du Congo, le Mozambique, la Namibie, le Botswana, le Nigeria, l'Ouzbékistan, le Qatar, les Émirats Arabes Unis, le Pakistan et le Cambodge. Et tous ces pays ne sont rien comparés à l'Inde. Selon une estimation prudente, l'Inde a peut-être huit millions d'esclaves. Ils travaillent en régime de servitude domestique ; ou bien dans la fabrication de tapis, le travail du cuir et la confection de vêtements ; dans la production du coton et du riz ; l'extraction de pierres, et la broderie. Ces esclaves sont des résidents, ce ne sont pas des immigrants. Le problème de l'Inde est unique, étroitement lié à la mentalité des castes et des intouchables. Il se concentre sur les populations généralement connues aujourd'hui comme *Dalits*. L'esclavage prend généralement la forme de la servitude pour dette dans laquelle les victimes sont obligées d'offrir leur travail – que ce soit pour quelques années ou pour toute la vie, en raison d'une dette contractée par un membre de leur famille. La dette peut avoir été contractée par un ancêtre et transmise aux descendants. Le plus souvent, au point de départ, il y a la situation désespérée de parents qui en viennent à vendre leurs enfants dans des conditions telles qu'ils se trouvent forcés à travailler.

Tout cela pour dire que le Brésil n'est pas seul. Mais il émerge du lot comme un chef de file parce qu'il sut prendre des mesures fermes, appuyées par des instruments juridiques innovateurs. Même s'il le nie, Xavier Plassat est peut-être la principale raison pour cela.

III. Frei Tito

Le Brésil a été construit par des esclaves : un nombre incalculable d'Indiens natifs, et quatre millions d'esclaves importés d'Afrique. Ce fut le dernier pays de l'hémisphère occidental à abolir la propriété sur des êtres humains. C'était en 1888 : « À compter de la date de la présente loi, l'esclavage est déclaré aboli au Brésil ». La réalité ne fut pas aussi simple que cela. Surtout dans l'intérieur du Nordeste, où la terre était concentrée en peu de mains et où des masses de paysans subjugués vivaient en état de servitude. Après trois siècles d'esclavage, il sembla normal aux riches – et aux pauvres – de trouver un *arrangement*. Dans cette partie du monde, le temps avance lentement. La poussière monte de la terre brûlée par le soleil, tandis qu'à l'ouest, dans la lointaine forêt primordiale, les rivières coulent à tout jamais. La Première Guerre mondiale est venue ici et est repartie sans provoquer particulière commotion. En 1926, tout là-bas, au-delà de l'horizon, la Société des Nations s'est levée avec sa première Convention contre l'esclavage : un accord pour abolir l'esclavage. En Amazonie, la vie a continué comme avant. Quatre ans plus tard, en 1930, l'Organisation Internationale du Travail a élaboré une Convention interdisant le travail forcé. Ces nouvelles ne sont pas arrivées jusqu'à l'Amazonie. Cependant, cette même année, dans l'éther, un papillon a battu des ailes : une commission d'enquête internationale sur l'esclavage au Liberia a étendu la définition du mot « esclave » : non seulement une personne qui appartient à une autre, mais aussi une personne qui travaille dans des conditions « analogues » à cette même situation.

L'âge de Xavier Plassat était alors de *moins 20 ans*. La redéfinition n'eut de conséquences immédiates. En 1940, lorsque Xavier était déjà âgé de *moins 10 ans*, le Brésil a institué un Code Pénal où, adoptant la nouvelle terminologie, ill a proscrit la « réduction de quiconque à une condition analogue à celle d'esclave », mais n'a pas défini ce que serait cette condition. Rien n'a changé. Des gouvernements se sont formés et d'autres sont tombés. En 1950, Xavier naît dans la lointaine France. Au cours de la décennie qui suit, dans le *Nordeste* du Brésil, les paysans forment des Ligues, en alliance avec le Parti communiste, et commencent à se mobiliser pour exiger l'expropriation et la redistribution des grandes propriétés. Cette aspiration subversive crée la panique parmi les puissants et contribue à l'arrivée du coup d'État de 1964. Avec la peur du communisme, le coup d'État a reçu le soutien de l'Église catholique et des États-Unis. Un régime militaire rétrograde s'ensuivit, qui fit usage de la torture et de la censure pour maintenir le pays sous sa botte au cours des deux décennies suivantes.

Une des premières initiatives du régime a été la conquête de l'Amazonie : furent créées des voies de pénétration et encouragée l'installation de colonies de peuplement permanent. L'entreprise fut habillée de termes militaires : elle reçut le nom d' « Opération Amazonie » et fut présentée comme une question de sécurité nationale. Il y avait alors le sentiment, bien présent aujourd'hui encore, que, sans une forte présence brésilienne, ce territoire pourrait subir l'invasion de cupides forces étrangères. Le régime estimait que ce programme irait stimuler l'économie en ouvrant un espace aux activités des grands éleveurs de bétail et pourrait également alléger la pression pour la réforme agraire, grâce à la distribution aux paysans de petites parcelles de forêt parmi celles qui n'intéressaient personne. Mais les petits colons pauvres ne sont pas venus aussi nombreux que prévu et, après avoir déboisé leurs parcelles de brousse, beaucoup d'entre eux n'ont pas réussi à subsister. Pour survivre, ils sont devenus ouvriers agricoles. Les grandes entreprises et les plus riches ont alors commencé à défricher la forêt, à grande échelle, déployant leurs hommes de main armés pour retirer tous ceux qui se trouvaient sur leur chemin. Il n'y avait pas de loi. Il n'y avait pas d'ordre.

L'exploitation des pauvres a constitué la base réelle du développement de l'Amazonie. En 1970, c'était évident. Après des années passées en Afrique, un prêtre espagnol nommé Pedro Casaldáliga avait migré jusqu'à la frontière agricole de l'État du Mato Grosso, dans la ville isolée de São Félix do Araguaia au bord du fleuve de même nom. L'oppression qu'il y rencontra fut pour lui un choc. Plus d'une décennie plus tard, dans une interview avec la journaliste Jan Rocha, il dit : « Au cours de ma première semaine à São Félix, quatre enfants sont morts et ont été enterrés dans le cimetière derrière notre maison, dans des caisses en carton qui ressemblaient à des boîtes à chaussures. Il nous fallait enterrer tellement d'enfants – chaque famille perd habituellement trois ou quatre enfants – et tellement d'adultes, morts ou assassinés. Beaucoup d'entre eux, sans même un cercueil et certains sans même un nom ». Les Indiens de la région

étaient expulsés de leur territoire. Et ce qui dominait partout c'étaient les conditions misérables imposées sur les nouvelles grandes exploitations destinées à l'élevage. Tout cela se produisait dans une nuit noire, sans aucune divulgation dans la presse, et avec le silence de l'Église. [Dom] Pedro a alors écrit une lettre pastorale dans laquelle il dénonça ces horreurs et, se référant au Code Pénal, utilisa le terme de « conditions analogues à l'esclavage ». « Voici la définition que vous ignoriez », déclara Pedro. Le régime militaire répondit en interdisant la lettre [de l'évêque], mais des copies commencèrent à circuler.

À cette époque, Xavier ne savait rien de tout cela. C'était alors un militant, un catholique, un étudiant de Sciences Po, à Paris, une école d'élite. Il se consacrait à l'économie, à la gestion et à la finance, pensant pouvoir investir ces connaissances dans les causes de la gauche. Deux ans plus tôt, il était descendu dans les rues de Paris, lors des affrontements avec la police, durant la quasi-révolution de mai 68. Maintenant, il était trop occupé par ses études pour se soucier d'esclavage, et moins encore d'Amazonie.

Mais apparemment, l'événement qui irait finalement le conduire au Brésil s'était déjà produit. Il s'agit de l'arrestation à São Paulo, en 1969, d'un jeune dominicain, appelé Tito de Alencar Lima et connu comme Frei Tito. Soupçonné d'être en lien avec la guérilla de gauche, il fut torturé sévèrement, et à plusieurs reprises, par le célèbre Département d'Ordre Politique et Social, sous la direction d'un sadique au visage poupin, nommé Sergio Fleury. Les séances de torture ont brisé Frei Tito mais il réussit à faire passer au-dehors un texte clandestin où il décrit les méthodes de torture. Certaine fois, il écrit que le tortionnaire était entré dans sa cellule revêtu d'une robe de religieux, et lui dit : « Tu es êtes un sale curé homosexuel. Nous allons te donner la communion Ouvre la bouche ». Il lui inséra alors un fil électrique et commença à lui administrer des chocs.

La note que Frei Tito envoya en contrebande provoqua un scandale. En 1971, il fut expulsé vers le Chili et, à partir de là, s'en fut à Rome, puis à Paris, où les Dominicains lui offrirent refuge. Mais il vivait dans un état d'anxiété permanente et de paranoïa. Il voyait Fleury partout. En 1973, les Dominicains le conduisirent près de Lyon, dans un couvent plus tranquille, en haut d'une petite vallée, où un jeune frère, perspicace et idéaliste, lui souhaita la bienvenue et devint son ami.

IV. L'évêque rouge

Ce frère, c'était Xavier Plassat. Diplômé de Sciences Po, il avait obtenu ensuite un autre diplôme en Développement du tiers monde, et avait rejoint l'Ordre des Dominicains, comme un moyen de s'engager pour agir dans la société. Il était fasciné par le frère Tito. Dans ses moments de lucidité, Tito avait beaucoup à conter sur la théologie et la situation au Brésil. Mais Tito continuait à se décomposer. Il fit plusieurs fugues, et Xavier devait aller à sa recherche dans les rues de Lyon ou dans la campagne voisine. Un jour, un après-midi, Xavier rentrait de voyage et trouva Tito assis sous un arbre, devant le couvent, tout tremblant, perdu en pleurs et balbutiements incohérents. Les autres frères dirent qu'il avait été là toute la journée, se refusant à entrer dans le couvent, se refusant à manger ou à boire. Xavier s'assit à ses côtés et resta avec lui pendant des heures. Il réalisa finalement que, dans l'hallucination de Tito, Fleury, le sadique, était ici, présent : depuis le village situé de l'autre côté de la vallée, Fleury lançait des ordres à Tito, lui interdisant d'entrer dans le couvent et le menaçant de torturer toute sa famille. Xavier tenta de dissiper son délire, sans succès. Finalement, s'adressant directement à Fleury, Xavier lui dit : « Dites, Mr. Fleury, vous n'aurez certainement pas d'objection à ce que Tito puisse boire une tasse de café ? » À contrecœur, Fleury donna son accord. Xavier mélangea alors un comprimé de Valium au café et le donna à Tito. Le Valium eut peu d'effet. Il commença à pleuvoir. Le soleil était couché. Ils restèrent ensemble au pied de l'arbre, durant toute la nuit. Au matin, Xavier emmena Tito à l'hôpital psychiatrique. Dans la salle d'attente, Tito se tenait debout, le dos au mur, les bras en croix. Une infirmière lui demanda ce qu'il faisait. Il répondit : « Allez-y ! Vous pouvez tirer. Je suis prêt à mourir ». L'Amérique du Sud peut être cette espèce d'opéra. C'était le 12 septembre 1973, lendemain du coup d'État au Chili. Dix mois plus tard, Tito entra dans un bois et se pendit. Il avait 28 ans quand il est mort. Xavier en avait 24.

En séparant les maigres effets de Tito, Xavier trouva des écrits remplis de pensées sinistres. Sur l'un d'eux il lit : « Il vaut mieux mourir que de perdre la vie ». À São Paulo, la seule information autorisée [par la censure] fut un avis de décès publié dans le journal de l'archidiocèse et indiquant que Frei Tito avait succombé à une maladie contractée au Brésil.

À l'époque, Xavier avait un emploi : il travaillait comme économiste pour une firme de consultants qui faisait des audits financiers pour les syndicats ouvriers français – une expérience qui influencera plus tard son combat contre l'esclavage. Tito l'avait profondément affecté et le Brésil ne sortait pas de son esprit.

Dans les années 1980, l'Église du Brésil s'était retournée contre l'armée et le mécontentement populaire ébranlait les fondements du régime. À la fin de 1982, la famille de Tito demanda que ses restes soient rapatriés. L'Église du Brésil estima que le moment était propice. Xavier fut sollicité de mettre en œuvre l'exhumation et le retour du corps au Brésil. Il organisa une messe pour Tito dans la cathédrale de Lyon et se mit en quête d'un Brésilien qui puisse présider la célébration et parler de la situation au Brésil. Au fin fond du Brésil, il réussit à localiser un évêque qui parlait couramment le français. Son nom était Tomas Balduino. C'était un combatif défenseur des paysans sans terre. Tomas était aussi un Dominicain et, par coïncidence, l'un de ceux qui avaient fondé la Commission pastorale de la terre (CPT). Il était connu comme l'*évêque rouge*. Il était aussi pilote. Il avait un petit avion avec lequel il volait pour aller visiter des communautés [indiennes] isolées, en Amazonie. Il avait échappé à la répression en bonne partie parce que la CPT travaillait sous l'égide de la Conférence nationale des évêques, avec laquelle le régime n'avait pas osé entrer en confrontation.

Xavier et Tomas accompagnèrent le cercueil depuis la France jusqu'à São Paulo. On était en mars 1983. Le contraste avec la France fut brutal. Une messe et une manifestation en mémoire de Tito eurent lieu à la cathédrale de São Paulo, alors encerclée par les véhicules blindés des forces de sécurité. Après la célébration, Xavier accompagna les restes de Tito jusqu'à sa ville natale de Fortaleza, où il fut enterré. Puis il rejoignit les bases de dom Tomas, dans le centre-ouest du Brésil, dans la belle ville coloniale de Goiás, dans l'état du même nom. Avec son petit avion, Dom Tomas passa la semaine suivante à montrer sa région à Xavier, lui présentant le travail de la CPT et expliquant les réalités du terrain. Il y avait de la violence partout. De Goiás, Xavier prit un bus pour rejoindre la limite de l'Amazonie, dans ce qui est devenu l'État du Tocantins. Là il rencontra un avocat radical – un autre dominicain – nommé Henri Burin des Roziers : il travaillait déjà avec la CPT, assumant un service risqué qui consistait à aider les paysans à résister à l'invasion de l'agriculture commerciale et à l'accaparement des terres parrainé par le gouvernement. Les conflits étaient intenses. De toute part, il y avait des villages incendiés. Les gens se battaient pour leur vie. Lorsque Xavier rentra chez lui, les défis qu'il retrouva en France lui semblèrent peu de choses, en comparaison : les syndicats faisaient des manifs pour exiger une augmentation de 3 pour cent quand l'inflation était de 5 pour cent. Après un deuxième voyage au Brésil, quelques années plus tard, il décida qu'il voulait contribuer. Il lui fallut un certain temps pour se désengager et quitter la France. En 1989, il s'envola vers le Brésil pour se joindre à ce combat à l'arme blanche, en pleine brousse.

V. À la place d'un mort

C'est une histoire peu vraisemblable : un économiste français prend l'habit (blanc), disparaît en l'Amazonie et devient l'un des stratèges les plus influents de notre époque dans la lutte contre l'esclavage. Quoique sachant un peu de l'esclavage au Brésil – plusieurs cas avaient été divulgués et largement rapportés, y compris celui d'une grande ferme appartenant à Volkswagen – Xavier ne pensait pas à l'esclavage quand il quitta la France. Rien qu'avec la défense des petits paysans, la CPT avait déjà assez à faire. Xavier arriva peu de temps après les premières élections libres, les premières depuis des décennies. Il fut envoyé à l'extrême pointe du Tocantins, dans l'extrême nord, une zone formée par la confluence de deux fleuves et connue comme le Bec de Perroquet, en raison du dessin formé par le confluent. Trois ans plus tôt, un agent régional de la CPT, un jeune prêtre, esprit aigu, appelé Josimo Morais Tavares, avait été abattu devant la porte du bureau de la CPT parce qu'il défendait les droits des *posseiros* [3]. Xavier avait rencontré Josimo lors d'un de ses précédents voyages au Brésil et savait que Josimo vivait avec ce risque d'être tué. Le travail de Xavier serait maintenant de poursuivre le combat là où Josimo l'avait laissé et, si possible, de rester en vie.

Au fil du temps, l'esclavage s'imposa à son attention. Il y avait une journée de route jusqu'à la frontière agricole, plus à l'ouest : une ligne nord-sud traversant le Mato Grosso et le Pará. Vers 1992, les responsables de la CPT ont commencé à rencontrer, en nombre croissant, des travailleurs qui avaient fui de fermes d'élevage et de sites charbonniers où ils étaient maintenus captifs. Traumatisés, sans argent, et craignant pour leur vie, ils cherchaient secours auprès de la CPT, en raison de la réputation quelle avait d'aider les paysans pauvres. Lorsque des fugitifs arrivaient, les agents de la CPT leur fournissaient gîte et couvert pour quelques jours et tentaient d'organiser leur retour au pays. Au début, il semblait que rien de plus ne pouvait être fait, vu qu'il ne servait à rien de s'adresser aux autorités.

En 1993, la CPT avait déjà eu connaissance d'un nombre suffisant de cas concrets pour comprendre que le Brésil était confronté à un problème systémique. En tant qu'économiste, Xavier fit ce qu'il savait faire. Il commença à collecter, organiser, quantifier et analyser les données. C'est à partir de là que le projet a grandi. Aujourd'hui, Xavier compte sur une trentaine d'agents répartis à travers le pays, principalement dans des communes de l'intérieur de l'Amazonie. Lorsque les travailleurs viennent jusqu'à l'un d'eux, pour se plaindre d'avoir été réduits en esclavage, les agents les aident à fournir une longue liste d'informations. Le but est de réunir toutes les données pertinentes, y compris quant à la présence d'hommes armés ou quant à la localisation détaillée – une chose incroyablement complexe. La localisation exacte est difficile à cause de l'ignorance des travailleurs : ils ne disposent pas de GPS et ne savent pas toujours lire ou dessiner une carte. Après avoir complété le questionnaire, les agents l'envoient simultanément par e-mail à Xavier et au ministère du travail. Parfois, il y a plusieurs plaintes par semaine.

Au début, dans les années 1990, le réseau de vigilance de la CPT était assez rudimentaire et le travail, plutôt décourageant. Le Brésil refusait d'admettre l'existence du *travail esclave*. Xavier était un inconnu. Les dossiers transmis au gouvernement n'obtenaient pas de réponse. En retour, la CPT lança une Campagne, avec plusieurs objectifs : faire pression sur les hommes politiques au niveau fédéral, mobiliser les travailleurs, informer les journalistes, rédiger des dossiers consistants. Beaucoup de temps passé au téléphone et sur l'ordinateur. Pour embarrasser le gouvernement et dénoncer son inaction, Xavier voyagea à l'étranger. Il alla à l'Organisation des Nations unies, à l'Organisation internationale du travail et à l'Organisation des États américains.

Par sa taille et la puissance qu'il représente, le Brésil est extrêmement sensible quand sa réputation est mise en cause. Avec Xavier aux fourneaux, la pression se fit sentir. Le 1er janvier 1995, un nouveau président prit ses fonctions, Fernando Henrique Cardoso. Cardoso était un intellectuel – professeur de sociologie à l'Université de São Paulo – qui avait écrit un travail académique sur la servitude pour dettes en l'Amazonie. Après six mois de mandat, au cours d'un « petit-déjeuner avec le président », un programme de radio hebdomadaire, il reconnut que le travail esclave était une réalité au Brésil, et salua le travail de la Commission pastorale de la terre. C'était une énorme victoire. Deux mois plus tard en vint une autre : Cardoso annonça la création d'un groupe d'intervention spécialisé – et armé – du ministère du travail, dont le seul mandat serait de libérer les esclaves et mettre fin au travail esclave. Le groupe serait connu comme le Groupe mobile d'inspection. Il irait procéder à des inspections dans tout le pays, à partir des plaintes que la CPT lui transmettait. Les équipes seraient dirigées par des inspecteurs spécialisés – ayant tous au moins une formation d'avocat – et accompagnées par la police fédérale. Grâce à la participation de Procureurs, il pourrait imposer des amendes et instruire des actions criminelles.

Au fil des années, le réseau de Xavier a fourni au gouvernement près de la moitié des plaintes pour travail esclave. En 1997, la CPT a officiellement lancé une Campagne nationale contre le travail esclave, avec Xavier à la barre. À peu près en même temps et parallèlement, la CPT a entrepris des actions pour enrayer le trafic dès l'origine, c'est-à-dire en amont, alertant les travailleurs en situation de risque majeur, parmi eux beaucoup d'illettrés. Xavier a organisé de nombreuses présentations pour les communautés et pour les églises. Des dépliants et des affiches furent distribués, avec une histoire en bande dessinée où apparaît un personnage portant une houe et pointant l'œil avec ce slogan : « Ouvre l'œil pour ne pas devenir esclave ! ». La Campagne commençait à prendre forme.

VI. « Personne ne s’en souciera »

Xavier m’a présenté à un ancien esclave dont l’expérience illustre bien la réalité : un homme de 29 ans, maigrelet, prénommé Elenilson da Conceição. Il est né dans une famille de paysans sans terre du Piauí, un État pauvre du *Nordeste*. Son père fabriquait des briques d’argile crue ; sa mère était couturière itinérante, voyageant à pied et faisant le porte à porte pour vendre les vêtements. Quand il eut 12 ans, Elenilson abandonna l’école pour aider à la fabrication des briques. Trois ans plus tard, son père étant devenu trop malade pour travailler, Elenilson a continué seul. Il avait 19 ans quand, un bel après-midi, son oncle est arrivé accompagné d’un inconnu qui recrutait des ouvriers agricoles pour une ferme d’Amazonie, à environ 1500 km de distance. L’inconnu était une espèce de recruteur, qu’on dénomme *gato* (un chat). Il agit pour compte, non pas directement du propriétaire lui-même, mais d’intermédiaires au service de ce dernier. C’est une situation typique. En fait, il s’agissait d’un marchand d’esclaves. Elenilson aurait pu se demander pourquoi cette ferme allait aussi loin pour trouver des ouvriers, mais il n’était qu’un simple potier et trouva l’offre alléchante : il s’agissait d’aller couper les secondes pousses de végétation dans des pâturages issus du déboisage, dans la forêt. Transport, hébergement, outillage et alimentation seraient fournis par l’employeur. Pour régulariser l’embauche, le contrat de travail serait signé dès l’arrivée à la ferme. Bien que calculée sur la base de la superficie nettoyée, la paie dépasserait le salaire minimum. En plus, si Elenilson voulait une avance dès maintenant pour aider la famille, il suffisait de dire combien il voulait et le *gato* paierait immédiatement. Elenilson combina l’équivalent de 150 dollars. Sans le savoir, il venait de définir le prix à payer pour sa propre vie. C’était à peu près le prix en vigueur, globalement, pour acheter un esclave.

Avec un groupe de 12 travailleurs, Elenilson quitta sa ville natale en bus affrété. Ils voyagèrent pendant deux jours et demi jusqu’à une ville de fin du monde appelée Santana do Araguaia, dans le sud du Pará. À partir de là, ils s’enfoncèrent plus de 100 kilomètres jusqu’au milieu de nulle part. Quand le bus s’arrêta, deux hommes arrivèrent à bord d’un pick-up. Ils ordonnèrent au groupe de monter à l’arrière d’un petit camion de bétail. Les deux hommes étaient en charge de la ferme. La bétaillère parcourut une quinzaine de kilomètres sur la route puis entra sur une petite piste de terre où elle continua pendant 50 ou 60 kilomètres jusqu’à ne plus pouvoir avancer, en raison de la boue et de l’eau. Quand il descendit de la bétaillère, Elenilson se trouvait au milieu d’une forêt dense et enfumée, sans aucun signal, ni de ferme ni de quelque pâturage que ce soit. Les deux chefs portaient fusils et carabines. Ils ont distribué des machettes et ordonné aux hommes d’ouvrir le chemin, dégageant ainsi cinq kilomètres de piste. Les hommes avaient faim et il n’y avait pas de nourriture. Un second camion est arrivé avec des bâches en plastique pour construire des abris. L’alimentation pour les jours suivants est arrivée en même temps que les tronçonneuses. Les ouvriers imaginèrent que la nourriture leur serait distribuée, mais pas du tout. Ils reçurent l’ordre d’aller découper en planches les arbres qu’ils venaient d’abattre afin de construire une cabane en bois. Ils pensèrent que la cabane était pour eux, mais non : c’était pour installer le siège de la ferme et une cantine où leur seraient vendues denrées et fournitures. Ayant ainsi passé plusieurs jours sans manger, ils durent céder et commencèrent à acheter leur nourriture à crédit.

Peu à peu il devenait clair qu’il s’agissait d’un énorme entreprise : il y avait au moins une centaine d’hommes travaillant en plusieurs équipes, dispersées dans toute la forêt. Les chefs se maintenaient à distance des travailleurs et, à tout moment, armés. Pour déshumaniser les hommes, ils se refusaient à les appeler par leur nom. Ils les appelaient par leur État d’origine. Elenilson était devenu « Piauí », tandis que d’autres devenaient « Maranhão » ou « Pernambuco ». Ils travaillaient de l’aube au crépuscule, six jours par semaine. Ils vivaient à base de riz et de haricots. Le dimanche, la viande était préparée dans de grands tonneaux qui avaient déjà contenu des produits désherbants. Pour boire, ils puisaient dans une mare d’eau stagnante et stockaient l’eau dans des fûts de même provenance. Pour tout cabinet, il y avait un trou.

Après un mois de ce régime, ils allèrent trouver l’homme qu’ils avaient identifié comme le patron de la ferme. Ils lui ont demandé de signer les contrats de travail, comme le veut la loi. Le patron a refusé. Ils ont demandé à être payés. Il a dit que la situation avait changé et que les salaires seraient d’un quart de ce qui avait été offert au départ. Lorsqu’ils lui ont demandé de l’argent, il leur a dit qu’il n’y aurait pas d’argent parce qu’ils n’avaient pas encore assez travaillé pour pouvoir payer le voyage en bus ni la

nourriture ni les fournitures qu'ils avaient achetées à crédit. En sortant de là, les hommes étaient en état de choc. Il était évident qu'il fallait partir mais, pour cela, il fallait pouvoir envoyer un message à leurs familles pour leur demander d'envoyer de l'argent pour pouvoir régler leurs dettes et payer un bus pour rentrer à la maison. Ils retournèrent demander au patron de pouvoir faire un appel téléphonique. Il refusa et dit qu'il n'irait pas non plus envoyer de message. Ils lui ont alors demandé de leur montrer exactement ce qu'ils devaient à la cantine de la ferme. Ils ont ainsi découvert qu'il y avait deux types de comptes : le premier, individualisé, pour les outils et les fournitures diverses, et l'autre, collectif, pour la nourriture. Les prix pratiqués étaient deux ou trois fois plus élevés que la normale. Elenilson se désespéra de ne plus jamais recouvrer la liberté. Un homme dit qu'ils devraient s'enfuir. Le patron entendit et lui dit : « Piauí, tu penses que c'est facile de sortir de cette ferme. Tu te trompes. Dès la prochaine ferme des environs où tu entreras, on te ramènera ici et alors nous pourrons te tuer et personne ne s'en souciera ».

Les mois passèrent. Soudain, un jour, le patron est arrivé avec deux hommes armés à ses côtés et a ordonné aux travailleurs de monter dans un camion. Il a dit qu'il les renvoyait chez eux. Quelqu'un s'était enfui et avait dénoncé la ferme, et le Groupe Mobile avait commencé une inspection de l'autre côté de la propriété. Les travailleurs ont dit : « Et nos salaires ? ». Il a promis de les payer sur la route, et ainsi fut fait. Flanqué de ses sbires, il remit à chacun d'eux une enveloppe, avertissant de ne pas l'ouvrir avant d'être à bord de l'autobus. Absolument submergés par la peur, ils s'exécutèrent. Une fois à bord, ils constatèrent que le paiement reçu – 7 dollars pour l'un, 5 pour l'autre – ne pourrait même pas couvrir le coût de la nourriture pendant leur long voyage de retour.

Peu de temps après le retour d'Elenilson au pays, Xavier Plassat et la Commission ont pris des mesures pour voir ce qui pouvait être fait, en particulier pour éviter que pareille chose ne se reproduise : que ces mêmes personnes ne puissent de nouveau tomber en esclavage. Xavier parle aujourd'hui de cette intervention particulière comme d'un succès. Après des années de pression, les travailleurs ont obtenu du gouvernement, en 2011, l'approbation de l'expropriation d'une ferme pour que puissent s'y établir les anciens esclaves et qu'ils puissent y vivre de leur agriculture de subsistance. Elenilson est encore extrêmement pauvre. Je lui ai demandé comment il pouvait être sûr que, si jamais on lui offrait un autre boulot en Amazone, celui-ci serait correct. Il me dit que jamais plus il ne prendra un tel risque : « À l'époque, aucun d'entre nous n'aurait appelé cela de l'esclavage. Nous pensions tous que l'esclavage avait été aboli. Nous pensions que l'esclavage ça voulait dire des chaînes. C'est seulement maintenant qu'on sait que ça, c'était de l'esclavage Et de savoir cela, ça nous aide ».

VII. La liste noire

En 1998, la Commission pastorale de la terre du Tocantins regroupe ses activités en un seul siège, situé dans la petite ville d'Araguaína, une âpre cité devenue lieu de transit pour les travailleurs migrants sur la route du travail esclave. Après tant d'années passés à la campagne, le changement pour Xavier fut difficile. Il vivait alors seul, dans une petite maison qui faisait face à une église bruyante, remplie chaque soir de fidèles en extase, et d'un bar à la musique tonitruante, qui prenait le relais de l'église et durait jusqu'à l'aube. À la maison, Xavier utilisait des boules de protection auditive. C'était une période frustrante. Il travaillait en étroite collaboration avec le Groupe mobile, mais les inspections se soldaient souvent par un échec. Le problème de fond c'est que la loi était alors si vague qu'il était presque impossible de l'appliquer. « Conditions analogues à de l'esclavage » ? Quelles étaient exactement ces conditions ? Dans la pratique, les inspecteurs du travail ne pouvaient identifier du travail esclave que s'ils rencontraient des preuves de privation de la liberté physique ou bien de la servitude pour dettes. Une chose difficile, parce que les esclaves redoutaient d'avoir à payer les conséquences s'ils en disaient trop sur leur patron. Souvent le Groupe mobile ne pouvait rien faire d'autre sinon relever quelques infractions à la législation du travail et repartir, laissant les ouvriers agricoles à leur propre sort. Même s'ils avaient suffisamment de preuves pour libérer quelques esclaves, il suffisait au patron d'attendre le départ du Groupe Mobile pour recommencer.

À Brasilia, les inspecteurs se mirent à plaider pour un changement. Ils voulaient une nouvelle définition légale de l'esclavage qui leur permettrait de tirer d'affaire bien plus de gens et de les retirer immédiatement de la propriété. J'ai passé plusieurs jours avec André Roston, un coordonnateur du Groupe

mobile, un homme expérimenté, de São Paulo, 34 ans, barbu. Il faisait alors des inspections dans le Tocantins. Il me dit : « Voyez cet employeur : il traite les gens comme des choses. Comme un simple instrument. Ou, pire, comme quelque chose dont il n'y pas même besoin de prendre soin. Il ne s'agit pas seulement du fait que cet employeur commet telle ou telle infraction, c'est qu'il ne prend aucun soin – mais absolument aucun – de ces travailleurs ». La solution proposée par les inspecteurs dérivait directement de la Constitution brésilienne, dont le texte stipule que « Nul ne peut être soumis à la torture ou à des traitements ou des conditions inhumains ou dégradants ». Ce que les inspecteurs voulaient, c'était une définition de l'esclavage qui puisse inclure les « conditions dégradantes ».

En 2003, un nouveau président prend ses fonctions C'est un homme de gauche : Luiz Inácio Lula da Silva. Lula vient de la couche la plus basse de la société brésilienne. Il a abandonné l'école après la cinquième année et a travaillé comme cireur de chaussures, avant de trouver un emploi dans une usine et de gravir la hiérarchie du syndicat. Il semblait qu'il pourrait être un allié. Et il le fut. En décembre 2003, tandis que, dans un tout autre monde, les États-Unis commençaient à assiéger l'Irak, le gouvernement brésilien modifia le Code Pénal pour donner aux inspecteurs du Groupe Mobile la définition dont ils avaient besoin. À partir de ce moment, l'expression « conditions analogues à de l'esclavage » voudrait dire :

– 1. captivité

– 2. servitude pour dettes

– 3. journée de travail épuisante

– 4. conditions dégradantes

Chacun de ces éléments, pris isolément, est suffisant pour définir le *travail esclave*, bien que dans la pratique, tous les quatre soient habituellement présents. Les trois premiers, cependant, pour être constatés, exigent la coopération de victimes généralement confuses et vulnérables, tandis que le dernier peut être évalué de manière indépendante par les inspecteurs eux-mêmes, durant l'opération. C'est cela la véritable importance des « conditions dégradantes ». Il s'agissait plus d'une question pratique que d'une question éthique. Et cela était immédiatement efficace.

Les plaintes pour *travail esclave* commencèrent à affluer par centaines à la CPT. Dès la première année suivant la nouvelle définition légale, le nombre d'esclaves libérés a bondi à 5000. Comme les chiffres augmentaient, les inspecteurs durent faire des choix toujours plus difficiles pour décider quelles plaintes traiter et quelles plaintes laisser de côté. Pour Xavier, le critère de sélection semblait évident : il fallait inspecter les cas impliquant un plus grand nombre de travailleurs, ou qui présentaient les pires conditions. Quand le gouvernement tardait à répondre, Xavier ne lui laissait aucune trêve. Une fois, il lui arriva d'avoir en main la preuve qu'il y avait des hommes en esclavage dans deux fermes du sud du Pará. Trois d'entre eux, après avoir été tués par balles, avaient ensuite été ramenés à leurs familles avec la justification cynique d'une mort accidentelle. Ayant pu voir les cadavres et les marques de blessures par balles, Xavier exigea une intervention immédiate du gouvernement. Rien n'y fit. Quatre autres esclaves furent tués. Xavier continua à réclamer, demandant combien de morts il faudrait pour commencer à bouger. Finalement, les fermes furent inspectées, les esclaves encore sur place furent libérés, un Procureur de la République entra en scène, présentant des mandats d'arrêt contre 10 personnes, accusées de meurtre : deux fermiers et huit de leurs comparses. Les fermiers prirent la fuite. Ce qui s'ensuivit est une histoire compliquée qui inclut la reddition volontaire de l'un des deux fermiers – le plus violent – et son évasion postérieure du pénitencier. Il y eut une tentative d'assassinat contre le Procureur de la République. Xavier fut informé que lui et deux de ses collègues de la CPT avaient été désignés pour être assassinés. En Amazonie, ces menaces sont toujours prises au sérieux. Les deux collègues de Xavier furent retirés de la région. Xavier est resté.

La violence était partout. En 2004, trois inspecteurs du Groupe mobile et leur chauffeur furent pris en embuscade et tués après avoir commis l'erreur d'effectuer une inspection sans protection policière. Par la suite les équipes d'inspection furent renforcées. En 2005, ce fut le tour de la CPT : l'un de ses membres, une religieuse américaine naturalisée brésilienne et nommée Dorothy Stang a été tuée de six coups de

revolver, dont quatre à la tête, parce qu'elle avait défié un certain fermier, sur la frontière agricole, dans l'État du Pará. L'assassinat de Dorothy Stang fut largement médiatisé en raison de son origine nord-américaine. Ses assassins ont été condamnés à la prison. Mais il y a des centaines de crimes odieux qui n'ont jamais gagné divulgation. Analysant les chiffres, Xavier a identifié plus d'un millier de meurtres et constaté que seulement 8 pour cent d'entre eux ont donné lieu à une action de l'État brésilien.

Quant au risque pour sa propre personne, Xavier a simplement continué à faire son travail. Le gouvernement estimait alors que 25 000 ouvriers agricoles entraient chaque année dans le cycle de l'esclavage. Libérer 5 000 d'entre eux en une année signifiait que le Brésil restait toujours à la traîne. Pour Xavier, c'était comme si on tentait d'assécher l'océan avec un seau d'eau. Pourtant, ce travail de libération était un impératif moral, une intervention d'urgence qui devait être maintenue, dès lors qu'on agirait aussi sur d'autres fronts.

Ce fut du côté de l'offre, là où opèrent les grandes entreprises, que les étapes les plus significatives ont été franchies. Xavier a soutenu l'idée. En 2004, après l'élargissement de la définition juridique du travail esclave, le Ministère du Travail a commencé à publier une « liste noire » des personnes et des entreprises connues pour avoir utilisé du travail esclave. À son apogée, la liste contenait près de 600 noms. Les noms inclus sur la liste y étaient maintenus pendant au moins deux ans. Ils voyaient alors chuter leurs affaires et rencontraient de sérieuses difficultés pour accéder à de nouveaux prêts, ou perdaient même tout accès. Plus important encore, la liste pouvait en infecter d'autres, parmi les entreprises qui continuaient à fréquenter ou à faire des affaires avec les négriers : elles seraient en grave danger d'être contaminées. Elles devenaient coupables par association, et encouraient de graves dommages pour leur réputation : blocage de crédits, suspension de relations commerciales sur le marché international, chute de la valeur de leurs actions. Par peur d'une telle situation, plus de 400 entreprises, qui représentent près de 30 pour cent du produit national brut du Brésil, ont jusqu'ici adhéré à un pacte national pour l'éradication du travail esclave et promis de se maintenir loin de cette infection.

VIII. L'adversaire : la bataille pour revenir en arrière

Mais tout ne va pas pour le mieux. En décembre 2014, la Cour Suprême a suspendu la publication de la liste noire après avoir identifié des erreurs techniques dans le texte qui la réglemente. Des mesures ont été prises pour répondre aux préoccupations de la Cour, mais, pour l'instant, la liste reste en suspens. Il est difficile, en attendant, de savoir ce qui se passe, dans l'ombre. L'esclavage en Amazonie n'est pas près de finir. L'inspecteur André Roston s'est plaint devant moi que le Groupe Mobile semble aujourd'hui perdre beaucoup de temps à rechercher du travail esclave et dans de mauvais endroits, et produit de moindres résultats. Xavier était au courant de ce phénomène, mais ne savait pas comment l'expliquer. Nous étions assis à une table dans la petite maison où il vit maintenant. La maison est à côté d'une église, dans un village tranquille appelé Aragominas, au milieu de collines et de pâtures, à environ 40 kilomètres à l'ouest d'Araguaína où se trouvent les bureaux de la CPT. Naviguant entre les données sur son laptop déjà bien élimé, Xavier me dit : « Ce que nous voyons depuis trois ans c'est une réduction considérable du nombre de travailleurs qui viennent chercher de l'aide auprès de la CPT ». Après avoir ratissé les chiffres, commune par commune, il propose une analyse : « Cela peut signifier au moins trois choses : ou bien qu'ils ont trouvé d'autres institutions pour les aider, par exemple le Ministère Public du Travail. Ou bien que la demande de travail dans les régions où on utilisait du travail esclave n'est plus aussi importante. Ou alors il se peut que le travail esclave se soit déplacé vers des régions plus éloignées, là où notre Commission n'est pas présente ».

Je lui ai dit : « ou c'est peut être que votre action est en train de réussir ». Écartant cette possibilité, il m'a répondu : « Oui, bien sûr ! Voilà la bonne explication ! »

Cette explication satisfaisante est celle qu'on entend à New York, à Washington, à Londres et à Genève. Xavier est devenu un homme célèbre, pour une raison. Depuis 2005, il a reçu plusieurs prix internationaux, l'un d'eux du Département d'État américain. Ses trophées prennent la poussière, dans son bureau, mais ils servent comme moyen de protection. Chaque jour, Xavier fait 40 kilomètres de route pour aller à son bureau, sur sa petite moto Suzuki. Il lui est arrivé de s'accidenter. Cette navette le rend

particulièrement vulnérable à de possibles attaques. Mais assassiner Xavier ne pourrait plus se faire à la sauvette. En même temps, l'Organisation Internationale du Travail se montre de plus en plus disposée à accepter les « conditions dégradantes » comme une caractéristique de l'esclavage moderne, et elle pointe le Brésil comme la principale référence pour attaquer ce problème.

Pourtant Xavier a raison de ne pas crier victoire. S'il est vrai que le nombre de personnes maintenues chaque année en esclavage a diminué de moitié ou même des deux tiers, le Brésil est aujourd'hui en danger de perdre son avance. Depuis quatre ans maintenant, un puissant lobby de l'agrobusiness s'est levé à Brasilia, imposant une pression croissante contre le camp abolitionniste. Ce lobby est allé à un mouvement du type *Tea Party* et est devenu une vraie force dans le Congrès brésilien, mettant à profit la chute d'estime dont souffre l'actuelle présidente, Dilma Rousseff, au moment où l'économie s'effondre. Le mouvement veut en finir avec les réglementations sur l'environnement et les forêts, veut déréguler la législation dur le local de travail, permettre le recours sans limite à la sous-traitance et exonérer de leur responsabilité les fermiers en rapport aux infractions commises par leurs sous-traitants. Une part de cela est déjà entré dans les faits. Personne ne propose la légalisation de l'esclavage, bien sûr. Mais on assiste à une large offensive pour éliminer de sa définition les « conditions dégradantes » et la « journée de travail épuisante ».

Roston me dit : « Ils disent qu'on est arbitraire et qu'on cherche la petite bête à vouloir caractériser le travail esclave sur la base de minimes infractions. Mais ce n'est pas vrai ». Nous revenions d'une inspection dans une ferme modeste et isolée, où Roston avait constaté plusieurs infractions, y compris le travail des enfants, mais rien qui puisse être considéré comme du travail esclave. Il poursuivit : « Par exemple, 'journée de travail épuisante', ce n'est pas simplement que vous êtes fatigué à la fin de votre journée de travail, c'est que votre travail est si long et si dur, et cela jour après jour, que vous ne pouvez plus récupérer votre énergie et que vous finissez par mourir au milieu du champ de canne à sucre, comme cela s'est produit en plusieurs cas ». Et sur les 'conditions dégradantes' : « Nous avons des employeurs qui se sont publiquement plaint que 'les inspecteurs avaient trouvé un lit qui n'était pas à la hauteur réglementaire et en conséquence ils ont dit que mon employé était un esclave'. Mais cela n'est pas vrai. Nous utilisons des combinaisons d'indicateurs spécifiques. Par exemple, notre loi établit des normes pour le logement. Une chose est avoir un équipement sanitaire très sale, une autre est de ne pas en avoir du tout. L'absence de sanitaire est un fort indice de dégradation, mais ce n'est pas suffisant. Donc, vous n'avez pas de sanitaire ; vous n'avez pas de logement convenable ; ou même : pas de logement du tout ; vous n'avez pas d'eau potable ; vous n'avez pas d'équipements de sécurité ; vous n'avez pas d'abri pour les hommes au travail en plein champ. De sorte qu'ils ne peuvent se protéger ni du soleil ni de la pluie. Vous n'avez pas de kit de premiers soins. Vous n'avez aucun moyen d'emmener en ville un travailleur qui se blesse. Vous n'avez rien ! C'est ça les « conditions dégradantes ». Il m'a dit qu'en 2013 une commission du Congrès – représentant les intérêts des employeurs – a ordonné au Groupe Mobile de communiquer l'ensemble des rapports d'inspection ayant trait à du travail esclave, afin de les passer au peigne fin. Même avec toute l'hostilité dont elle était capable, la Commission fut incapable de trouver un seul exemple de jugement téméraire.

En attendant, les attaques politiques continuent et il parait probable que, au Brésil, la définition du travail esclave va être revue à la baisse. Un journaliste de São Paulo qui suit de près cette question, m'a déclaré : « C'est plus que probable ; c'est certain. La seule vraie question c'est quand – cette année ou l'an prochain ? » J'ai demandé à Roston quel effet cela aurait sur son travail. Il m'a dit : « Nous allons continuer notre programme, mais il aura bien moins de poids qu'actuellement ». En d'autres termes, on va devoir repartir de zéro. Si elle est rétablie, la liste noire va perdre en consistance. Et le Brésil souffrira un retour en arrière.

Il est possible que cela ne se produise pas. La prise de conscience de la population à propos du travail esclave ne va pas disparaître de sitôt. Le commerce international, les banques et les grandes entreprises qui ont rejoint le Pacte national peuvent exiger que soit maintenue une liste noire qui soit crédible. Xavier entend que la situation est très grave. Je lui ai parlé de la possibilité qu'une bonne part de son travail au Brésil puisse être défaite. Si cela se produit, ai-je dit, sa stratégie pourra au moins constituer un legs qui affectera la vie de millions de personnes à travers le monde. Il m'a répondu qu'un « legs » ne l'intéresse

pas du tout. Ce qui lui importe c'est l'action directe dans le moment présent. Il me dit qu'il ne reviendra jamais en France : il vaudrait mieux que ses adversaires en soient conscients. Quoi qu'il arrive, Xavier ne se laissera pas décourager. Je me souviens comment, une fois, à bord de son petit bolide, Xavier a coupé au milieu d'un pâturage, scrutant la moindre trace de chemin au milieu de l'herbe haute. Je lui ai demandé : « C'est un sentier ou bien une route ? » Il m'a dit : « Une route, bien sûr ! », et s'est mis à rire. Et, en me regardant, il a ajouté : « C'est une question de foi ».

Traduction de **Xavier Plassat** [4].

Texte original (anglais) : *Vanity Fair*, 31 décembre 2015.
http://www.vanityfair.com/news/2015/11/modern-day-slave-trade.

Notes

[1] La version originale (anglais) de ce texte a été publiée dans le magazine *Vanity Fair* (31 décembre 2015).

[2] Le portugais moderne (au Brésil) accepte le néologisme *trabalho escravo* où *escravo* est employé comme adjectif. Il est rendu ici par l'expression travail esclave – NdT.

[3] *Posseiro* : occupant traditionnel d'une parcelle de terre dont il n'a pas le titre de propriété, mais seulement la possession (ou *posse*), déterminée par l'usage qu'il en fait pour la subsistance de sa famille – NdT.

[4] *Qu'il me soit permis ce petit commentaire* : Le texte de William Langewiesche forme un portrait sympathique et incisif, spécialement pour la défense de notre combat contre l'esclavage moderne et du riche concept que est à la base de sa définition et a permis de développer une lutte efficace. Mais, d'un autre côté, il charge de lauriers les épaules d'un seul individu – moi – quand, évidemment, ce travail est de bien d'autres, tout au long de ces années et même bien avant que je ne commence à comprendre un petit peu du travail esclave… N'oublions aucun et aucune de ces personnes. Et continuons à élargir la tranchée qu'ils nous ont ouverte.